

LES GUERRES AUXQUELLES LE Canada a participé n'ont jamais soulevé l'enthousiasme populaire. Le sens du devoir a prévalu, mais plus évidemment dans certains cas (la Seconde Guerre mondiale, par exemple) que dans d'autres. Pour ce qui concerne la guerre du Golfe, ce même sentiment est sans doute plus confus que jamais auparavant.

La guerre que mena l'Empire britannique en Afrique du Sud contre les Boers, de 1899 à 1902, suscita des dissensions profondes et amères entre francophones et anglophones. L'historien C.P. Stacey a dit des Canadiens anglais que, pour des motifs politiques pratiques, ils favorisaient collectivement la guerre. Mais il y avait, précisait-il, d'importantes poches de résistance en dehors du Québec, à une époque où le sentiment pro-impérial atteignait sans doute son paroxysme.

Tandis qu'en 1914, la crise s'aggravait en Europe, le cabinet conservateur du premier ministre Robert Borden garantissait à Londres que, si la guerre venait à sévir, le peuple canadien afficherait dans l'unité une détermination commune. Quand les hostilités éclatèrent, le premier ministre écrivit dans son journal qu'une vague d'excitation balayait toutes les villes canadiennes. Il y avait certes de l'enthousiasme, mais pas de détermination commune !

D'après les dossiers d'enrôlement, la guerre était beaucoup plus populaire en Ontario et en Colombie-Britannique qu'en Saskatchewan, relativement peu britannique, ou qu'au Québec francophone. Le pays et l'Empire avaient besoin d'eux ; beaucoup s'enrôlèrent donc. Mais au Québec et dans de nombreuses régions rurales du Canada, beaucoup refusèrent de le faire. La conscription, des manifestations et une élection due à une crise s'ensuivirent.

On souleva sans doute moins d'objections quand vint le temps de combattre Hitler. Ce qui surprend le plus au sujet des études qui furent menées sur l'opinion publique au cours de la Seconde Guerre mondiale, c'est que jamais on ne demanda à la population canadienne si elle était en faveur de la guerre. On ne sait pas au juste s'il était interdit de poser de telles questions, ou si on les estimait impropres : ce qui est certain, c'est qu'on n'en parlait pas. La maison Gallup, créée en 1941, a mené des sondages jusqu'à la fin de la guerre, mais elle n'a jamais cherché à évaluer quel pourcentage de la population appuyait les motifs.

Par exemple, les sondeurs demandaient aux gens si, selon eux, le Canada faisait tout ce qu'il pouvait pour aider à gagner la guerre (la plupart dirent que oui, tout au long de la guerre), s'ils pensaient qu'ils pouvaient personnellement faire plus pour le pays en s'adonnant à un autre travail (plus nombreux furent ceux qui répondirent par l'affirmative), et s'il fallait bombarder la population civile allemande (la majorité était en faveur). C'est en 1942 qu'un sondage faillit le plus demander à la population si elle favorisait la guerre ; 86 p. 100 des Canadiens et Canadiennes rejetèrent alors l'idée d'une paix qui, négociée avec Hitler, aurait maintenu le statu quo.



DE PAARDEBERG AU GOLFE PERSIQUE

*L'opinion des Canadiens et Canadiennes sur les
guerres livrées par leur pays.*

Les courbes statistiques traduisent un appui fort et soutenu, mais pas l'unanimité, surtout au Québec. Les craintes étaient évidentes, bien qu'exagérées parfois. En juillet 1945, trois mois après le suicide d'Hitler, la maison Gallup demanda aux Canadiens s'ils croyaient qu'il était mort ; presque 60 p. 100 n'en étaient pas convaincus.

Le plus proche parallèle historique que l'on puisse dresser relativement à la participation du Canada à la guerre du Golfe nous ramène sans doute à la Guerre de Corée. Après un acte d'agression survint une réaction inspirée par les Américains, le soutien politique nécessaire ayant été mobilisé par l'entremise des Nations Unies. Quand on mena un sondage au Canada peu après l'éclatement des hostilités en juin 1950, seulement 13 p. 100 des personnes interrogées dénoncèrent le geste américain. D'un autre côté, 23 p. 100 ne voulaient pas que le Canada envoyât du matériel, une autre tranche de 16 p. 100 s'opposaient à l'envoi de troupes là-bas.

À peu près un an après que la guerre se fut enlisée, à la hauteur de l'ancienne frontière, 40 p. 100 convenaient que le conflit était devenu tout à fait inutile, et environ 30 p. 100 croyaient que le Canada avait commis une erreur en s'en mêlant. Une personne sur deux était d'avis contraire. Certains estimaient sans doute que l'objectif initial, à savoir résister à l'agression contre la Corée du Sud, était valable, mais les combats leur paraissaient alors futiles.

LA GUERRE LIVRÉE ACTUELLEMENT CONTRE L'IRAK a profondément divisé l'opinion canadienne. Non seulement les opposants sont plus nombreux, mais encore ils se font entendre avec plus de force. Selon les sondages de la maison Angus Reid, la majorité des Canadiens et Canadiennes favorise l'envoi de troupes dans le golfe Persique. Le degré de soutien a fluctué cependant ; il s'établissait à 69 p. 100 en septembre, peu après qu'Ottawa eut pris sa décision, puis il est tombé à 60 p. 100 en décembre à l'approche de l'échéance du 15 janvier imposée par l'ONU, et il a atteint 75 p. 100 après le début des attaques aériennes déclenchées par la coalition sous la direction des États-Unis. Certains observateurs ont attribué cette remontée à une habile campagne médiatique menée par un groupe de travail spécial du gouvernement ; le phénomène est plus vraisemblablement attribuable au sentiment modeste et naturel d'un peuple soucieux d'appuyer ses forces armées et de porter haut son drapeau.

Deux aspects méritent d'être soulignés. Tout d'abord, le soutien manifesté par la population canadienne à l'égard de l'intervention du pays dans le Golfe est encore plus marqué que les chiffres ne le révèlent. Quand les sondeurs d'Angus Reid firent la distinction entre faire intervenir activement les Forces canadiennes au combat contre l'Irak, les confiner à un rôle strictement défensif, ou les retirer de la région, moins de 10 p. 100 demandèrent leur retrait. De toute évidence, au moins la moitié de ceux et celles qui s'opposaient à la décision prise en août d'envoyer des troupes canadiennes ne souhaitaient pas que le gouvernement revienne sur cette décision.

En deuxième lieu, de nombreux Canadiens soutiennent clairement qu'il y a toute une différence entre faire respecter les sanctions de l'ONU et partir en guerre contre l'Irak. Les sondages réitérent constamment que seulement un tiers des enquêtés accepteraient que des troupes canadiennes aillent au feu ; tandis que le gouvernement définissait prudemment mais assidûment un rôle plus offensif pour les Forces canadiennes en décembre et en janvier, rien ne laissait croire que la population allait changer d'avis à ce dernier égard.

Parallèlement, la plupart des Canadiens (73 p. 100) ont épousé en janvier la décision du président Bush d'employer la force pour faire sortir l'Irak du Koweït. En manifestant leur approbation avec autant de force, ils se disent, bien sûr, en faveur de la guerre, en partie, mais ils expriment aussi une confiance inhabituellement grande dans le président (rappelons-nous les sondages de l'ICPSI) et leur respect traditionnel à l'égard de leur voisin et allié.

Les guerres ne deviennent pas plus populaires avec le temps. Si la guerre terrestre dans le désert dégénère en un carnage sans issue, le degré actuel de soutien à l'égard des combats, qu'ils soient livrés par des forces canadiennes ou américaines, chutera quasi certainement. Si la lutte se poursuit sans que l'on puisse en entrevoir la fin, la conviction profonde de la majorité des Canadiens (voir les sondages de l'ICPSI), à savoir que la force militaire permet rarement de régler des différends politiques, se trouvera confirmée.

Tout comme les opposants aux conflits antérieurs y virent des guerres britanniques, beaucoup perçoivent la guerre du Golfe non pas comme une lutte concernant le Canada ou l'ONU, mais bien comme celle des États-Unis. Et plus les généraux américains figureront à la télé, et moins on entendra parler des Nations Unies, plus cette conviction s'ancrera dans l'esprit d'un plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes. Le conflit du Golfe aurait pu être non seulement un cas test pour l'ONU, mais aussi la première occasion de jauger le nouveau sens du devoir du public canadien, sa volonté de favoriser une véritable sécurité collective et de façonner un nouvel ordre mondial. En fait, et c'est malheureux, il devient une autre occasion de sonder la même vieille notion que les Canadiens se font du devoir : soutenir de vieux amis, peu importe qu'ils aient tort ou raison. □

— DON MUNTON